décision fera boule de neige et, sans que les provinces ne lèvent le petit doigt, leur taxe de vente augmentera.

J'ai souvent entendu les ministériels dire qu'il fallait proposer des solutions de rechange. Mais appelons un chat un chat. Depuis 1984 que le gouvernement a l'occasion de proposer une solution de rechange à la taxe de vente fédérale. Ce qu'il a trouvé de mieux, c'est de présenter une taxe que contestent 80 p. 100 des Canadiens.

Je tiens à préciser très clairement que des groupes se sont toujours opposés à la taxe fédérale de vente. Ces groupes, comme la Chambre de commerce du Canada et la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, sont convaincus, comme bien d'autres Canadiens, que cette taxe présente des difficultés. Lors de son assemblée annuelle tenue l'automne dernier à Saint John, au Nouveau-Brunswick, la Chambre de commerce du Canada a déclaré que, aussi mauvaise que soit la taxe fédérale de vente, à moins qu'elle ne soit modifiée et que les exigences et les conditions fondamentales régissant cette modification ne soient bien établies, le gouvernement devrait la conserver jusqu'à ce qu'il puisse améliorer la proposition actuelle et opérer une vraie réforme fiscale.

Je tiens à m'assurer que les Canadiens comprennent bien que le gouvernement tente simplement de leur faire croire qu'il n'y a pas de solution de rechange. La Chambre de commerce—je ne veux pas déformer son point de vue—croit fermement qu'il faudrait remplacer la TFV. Elle adhère même au principe de la taxe sur les produits et services, auquel le Parti libéral s'oppose, mais après avoir adopté cette position pendant un certain nombre d'années, elle a dit au gouvernement et au Comité permanent des finances, pas plus tard que cette année, que, compte tenu de la proposition actuelle, elle recommanderait à tous les députés de la Chambre des communes de voter contre la taxe sur les produits et services, contre le projet de loi C-62.

Comment pouvons-nous accepter l'opinion des députés ministériels voulant que quiconque s'oppose à la taxe sur les produits et services le fait par esprit de parti ou pour des raisons politiques, ou parce qu'il ne comprend rien? C'est l'attitude qu'ils ont adoptée l'automne dernier, lorsque le Comité permanent des finances a tenu des audiences dans les régions pour étudier cette taxe.

Nous sommes allés en Alberta, et les Albertains se sont fait dire par le président du comité permanent qu'ils étaient tellement mal informés à propos de la taxe—il a

Initiatives ministérielles

en fait utilisé le terme «ignorants»—qu'il faudrait envoyer dans l'ouest des enseignants ontariens de cinquième année pour leur enseigner ce qu'est la taxe sur les produits et services. Le président du Comité permanent des finances a commis une monumentale erreur en disant pareille chose, car les Albertains qui ne comprenaient peut-être pas la taxe se sont attaqués à la question et en ont appris assez à son sujet pour se convaincre qu'ils y sont totalement opposés.

Mais ce qui a particulièrement irrité les Albertains, c'est l'attitude cavalière que les députés ministériels ont affichée à l'égard des réserves formulées par le premier ministre de l'Alberta, M. Getty, et son trésorier, M. Johnston.

Il n'est pas inouï, mais il est extrêmement inhabituel dans notre pays de voir le premier ministre conservateur et le trésorier conservateur de l'Alberta se faire dire implicitement par les députés ministériels qu'ils ne comprennent pas, que leur opposition à la taxe sur les produits et services est mal fondée.

Bien plus, pour retourner le couteau dans la plaie, les ministériels ont déclaré, et le ministre des Finances et certains de ses collaborateurs l'ont dit également, que l'Alberta s'en trouvera mieux que toute autre province du Canada après l'imposition de la TPS. Imaginez le genre de bêtises que le gouvernement tente de colporter en Alberta.

Or, le gouvernement de l'Alberta avait commandé sa propre étude qu'il a rendue publique l'automne dernier, avant la fin de l'année, et dans laquelle il expliquait très clairement que la taxe sur les produits et services aurait à son avis des répercussions très graves sur la province. La TPS causerait des problèmes dans plusieurs secteurs comme celui des services, et même dans le secteur primaire; le secteur du tourisme, en tout cas, serait touché et le revenu disponible s'en trouverait réduit.

Ainsi, monsieur le Président, nous sommes dans une situation très inhabituelle: les ministériels nous disent que nous ne comprenons rien à la taxe et que nous nous y opposons, selon les termes du ministre des Finances, à des «fins politiques» uniquement, que nous exploitons les craintes des Canadiens en affirmant qu'elle constituerait pour eux un fardeau terrible.

Comme suite à une étude commandée par le gouvernement de l'Alberta et payée par les contribuables de cette province, le premier ministre et le trésorier albertains ont déclaré que la taxe sur les produits et services constituerait une sérieuse entrave à l'activité économi-